

**Conseil économique
et social**Distr.
GÉNÉRALEE/1995/75
26 mai 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Session de fond de 1995
Genève, 26 juin-28 juillet 1995
Point 6 k) de l'ordre du jour provisoire*

QUESTIONS RELATIVES À L'ÉCONOMIE ET À L'ENVIRONNEMENT :
RAPPORTS DES ORGANES SUBSIDIAIRES, CONFÉRENCES ET
QUESTIONS CONNEXES

Participation effective et intégration des femmes au développement :
question des différences entre les sexes dans la formulation des
politiques macro-économiques et la planification du développement

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
INTRODUCTION	1 - 6	2
I. UN DÉVELOPPEMENT QUI RÉPONDE AUX PRÉOCCUPATIONS ET AUX BESOINS DES FEMMES : UNE APPROCHE NOUVELLE . . .	7 - 10	3
II. IMPACT DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE SUR LES FEMMES . .	11 - 22	4
A. Champ d'application et méthodes d'analyse	12 - 14	4
B. Les distinctions fondées sur le sexe et la politique économique	15 - 22	5
III. CONCLUSIONS : STRATÉGIES VISANT À ACCROÎTRE LA PARTICIPATION DES FEMMES AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	23	7

* E/1995/100.

INTRODUCTION

1. Depuis plusieurs années, plus précisément à compter de la quarante-deuxième session, les rapports sur la participation effective des femmes au développement sont présentés tous les deux à l'Assemblée générale par le biais du Conseil économique et social.

2. Dans sa résolution 42/178, l'Assemblée générale a constaté que les femmes apportaient une contribution importante à l'ensemble de l'économie et a, entre autres, recommandé d'intensifier les efforts en faveur de l'intégration des femmes au développement et de leur participation, tant en qualité d'agents que de bénéficiaires, aux plans de développement nationaux. Elle a également prié instamment les gouvernements d'examiner les effets que les politiques et programmes de développement ont sur les femmes. Des rapports ultérieurs ont mis l'accent sur la coordination des activités des organismes du système des Nations Unies dans le cadre de la participation des femmes au développement (A/44/290-E/1989/105) et leur participation effective dans la mise en oeuvre de la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement (A/46/464). Ces rapports montrent également comment est traitée la question du rôle des femmes dans le programme Action 21¹ (A/48/393).

3. L'Étude mondiale de 1994 sur le rôle des femmes dans le développement² analyse l'évolution du rôle des femmes dans le développement dans le cadre de la restructuration économique mondiale, et met notamment l'accent sur les effets des politiques de développement sur les femmes. Lors de la deuxième opération d'examen et d'évaluation de l'application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme, on a passé en revue un grand nombre de politiques macro-économiques et de politiques en matière de commerce international et on a étudié leurs effets sur la condition économique et sociale des femmes.

4. Ainsi, se fondant sur le travail déjà entrepris, le présent rapport, qui est le quatrième de la série des rapports biennaux sur la participation effective et l'intégration des femmes au développement, met l'accent sur les questions liées aux différences entre les sexes dans la formulation des politiques macro-économiques et la planification du développement. Le choix de ce thème montre que les milieux universitaires et les responsables du développement s'accordent de plus en plus à reconnaître la nécessité de considérer le rôle des femmes comme une variable à prendre en considération lors de la conception des politiques économiques, si l'on veut que celles-ci se traduisent par des résultats efficaces et socialement acceptables.

5. La nécessité d'intégrer explicitement les questions liées aux différences entre les sexes à la conception des politiques économiques, en particulier les politiques d'ajustement structurel, a été soulignée à maintes reprises lors des réunions des groupes d'experts organisées par la Division de la promotion de la femme du Département de la coordination des politiques et du développement durable du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies ainsi que par divers organismes internationaux de développement³. Il serait donc utile de recenser les domaines d'intervention des politiques macro-économiques qui illustrent

l'importance des femmes s'agissant de définir les critères économiques de la planification du développement.

6. L'analyse dont les conclusions figureront dans le rapport est en cours, mais n'est pas encore achevée, et le présent rapport est donc un rapport intérimaire ayant pour objet de présenter au Conseil, pour examen, l'approche adoptée à cet égard. Un rapport complet sera présenté à l'Assemblée générale.

I. UN DÉVELOPPEMENT QUI RÉPONDE AUX PRÉOCCUPATIONS ET
AUX BESOINS DES FEMMES : UNE APPROCHE NOUVELLE

7. L'examen de la signification et des facteurs du développement ainsi que des politiques de développement a donné lieu successivement à diverses approches au cours des 30 dernières années. Le souci initial de promouvoir la croissance qui était celui des responsables du développement a tout d'abord fait place à des stratégies visant à répondre aux besoins élémentaires et à favoriser l'autosuffisance des collectivités. Est ensuite intervenue, durant une dizaine d'années, une politique d'ajustement structurel, dont les enseignements ont donné lieu à une nouvelle définition du développement qui mettait l'accent sur la multiplicité des choix et des opportunités s'offrant à la population et considérait le développement comme un processus global fondé sur la participation et axé sur l'élément humain. Cette conception a, à son tour, donné lieu à une nouvelle théorie de la croissance conjuguant efficacité et équité et offrant un cadre d'analyse des sources endogènes de la croissance. Toutefois, dans la plupart des cas, la présence structurelle des femmes dans la production économique a été largement occultée par le modèle qui prévalait à l'époque.

8. Vers la fin des années 80, les questions relatives à l'intégration des femmes au développement, pratiquement ignorées jusque-là, sont passées au premier plan des préoccupations en matière de développement et sont devenues un paramètre essentiel de l'analyse des écarts que faisaient apparaître les résultats de la politique économique. La première tentative "d'intégration des femmes a posteriori"⁴ au modèle de développement qui existait alors s'est traduit par des résultats dont on a tiré l'enseignement que le succès du développement lui-même dépendait dans une très forte mesure de la participation des femmes. De nombreuses études ont démontré que, faute de prendre en compte la condition économique et sociale des femmes, les efforts de développement étaient voués à l'échec du fait que les problèmes pressants constitués par la pauvreté, les taux élevés de fécondité, l'insuffisance des soins de santé et l'analphabétisme ne pouvaient être résolus qu'en s'attachant tout d'abord à améliorer la condition de la femme. L'imperméabilité de certains pays aux réformes économiques et les résultats décevants obtenus par d'autres ont été imputés, notamment, au peu d'intérêt accordé aux questions féminines dans le cadre de l'ajustement économique.

9. La troisième Décennie des Nations Unies pour le développement s'est achevée sur la prise de conscience de la nécessité d'accorder toute l'attention voulue au rôle des femmes lors de la planification du développement. Le premier modèle "d'intégration" des femmes au développement a fait l'objet de nombreuses critiques dont la plus importante lui reproche son caractère limité dans la perspective des intérêts stratégiques des femmes⁵. Ainsi, l'approche consistant

à intégrer les femmes au développement est devenue "un modèle d'approche du développement soucieuse d'équité entre les sexes", dont l'objet est non seulement d'intégrer les femmes au développement, mais aussi de tirer parti des possibilités qu'offrent les initiatives de développement pour transformer les inégalités dans les relations sociales et les relations entre les sexes et pour démarginaliser les femmes"⁶. Cette approche vise à remédier à l'absence totale d'intérêt pour les femmes dans la théorie économique et l'élaboration des politiques en mettant l'accent sur le rôle exercé par les femmes aux fins de la formulation des politiques micro et macro-économiques et en soulignant la nécessité d'intégrer les questions y relatives dans la conception des politiques économiques et dans la planification du développement.

10. Bien que reconnue par les organismes internationaux de développement et les milieux universitaires, l'existence d'inégalités entre les sexes dont témoignent les politiques économiques n'a pas été exploitée comme instrument de planification et de prise de décisions. En outre, il n'existe pas "de dialogue véritable entre les planificateurs et les chercheurs qui pourraient les aider à mieux cerner la question des inégalités entre les sexes"⁷. Pour combler cette lacune, il faudra adapter les instruments de l'analyse économique aux réalités, de manière à ce que la nécessité d'assurer l'équité entre les sexes soit prise en compte lors de la formulation et de l'analyse des politiques. Il faudra d'autre part pour ce faire mobiliser tous les arguments économiques qui démontrent l'importance de la question quant à l'issue des politiques économiques.

II. IMPACT DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE SUR LES FEMMES

11. Le présent rapport a pour objet d'identifier les domaines dans lesquels les distinctions fondées sur le sexe influent sur les décisions économiques, en utilisant des méthodes d'analyse qui font appel aux théories économiques et à la technique économétrique de régression des moindres carrés ordinaires. On y étudiera la question de la modélisation micro et macro-économique des rapports entre les sexes et celle des incidences, pour les hommes et les femmes, des politiques fiscales et monétaires et des stratégies de développement. La méthode d'analyse par régression sera utilisée afin de déterminer pour chaque sexe les effets de la croissance économique et des stratégies de développement, en particulier des stratégies d'ouverture vers l'extérieur.

A. Champ d'application et méthodes d'analyse

12. Le contraste entre les performances économiques selon les régions vers la fin des années 80 et le début des années 90 traduisait les différences entre les politiques économiques menées par les pays pour faire face aux déséquilibres internes et externes et aux pressions engendrées par la mondialisation. Les pays de l'Asie orientale et de l'Asie du Sud-Est sont parvenus à maintenir des taux de croissance exceptionnellement élevés tant du point de vue de la production que du revenu par habitant. Les pays d'Amérique latine n'ont connu qu'une faible reprise de la croissance après le déclin considérable enregistré au début des années 80, tandis que ceux du continent africain, et particulièrement ceux de la région subsaharienne, n'ont pas réellement été en mesure d'inverser la tendance à la baisse du revenu par habitant observée depuis le début de la décennie. La transition vers une économie de marché s'est

/...

révélée coûteuse en termes de baisse de la production et du revenu réel, et elle a entraîné un accroissement important des inégalités, le déclin des niveaux de vie et une aggravation de la situation des femmes. L'écart entre les revenus semble s'être encore creusé dans la plupart des pays en développement, à l'exception des pays à économie d'exportation de l'Asie du Sud-Est et de l'Asie orientale.

13. Les économistes s'accordent généralement à reconnaître que l'ouverture des économies est la cause principale de la rapidité du développement économique et de la réduction des inégalités au sein des économies des nouveaux pays industrialisés de la première et de la deuxième génération. Les politiques visant à libéraliser le commerce, à éliminer les distorsions sur le marché des facteurs de production et à améliorer la gestion, au lieu de perpétuer l'ingérence des gouvernements dans le commerce et l'économie, sont reconnues comme étant les plus propices à la croissance et à la réduction de la pauvreté. L'objet de la présente section du rapport complet est de déterminer s'il existe aussi un lien entre la croissance économique, particulièrement lorsque celle-ci s'appuie sur l'accroissement du volume des exportations, et l'amélioration de la situation économique des femmes.

14. Afin d'apporter une réponse à cette question, le rapport exposera les résultats d'une étude en cours qui porte sur les liens entre la croissance économique, l'augmentation du volume des exportations et la participation des femmes à la vie économique. On y aborde également la question du rapport entre le degré d'instruction des femmes et leur participation à la vie économique et l'influence des politiques gouvernementales sur la jouissance par ces dernières de l'égalité des chances. L'étude fait appel à des données portant sur plusieurs pays, groupées par facteurs inéconómiques, durant la période de 1970 à 1992. On pense qu'elle montrera vraisemblablement que les femmes bénéficient de la croissance économique (parfois plus que les hommes dans certaines régions) et que la libéralisation des marchés, de même qu'une économie ouverte, peuvent jouer un rôle essentiel pour favoriser l'intégration des femmes au développement et pour améliorer l'efficacité économique.

B. Les distinctions fondées sur le sexe et la politique économique

15. La présente section du rapport complet abordera, dans la perspective des distinctions fondées sur le sexe, les concepts et modèles économiques utilisés pour la formulation des politiques. La théorie micro-économique dominée par le modèle marginaliste et le principe de l'équilibre ne se réfère que très superficiellement aux questions économiques qui présentent un intérêt particulier pour les femmes. On accorde encore moins d'attention à ces questions au niveau macro-économique : les différences fondées sur le sexe, lorsqu'elles sont mentionnées, ne reçoivent pas d'explication macro-économique. Les modèles utilisés pour les études portant sur les ménages et sur les questions relatives aux spécificités de chaque sexe reposent sur des hypothèses qui sont bien souvent le produit des conceptions masculines. Les politiques s'inspirant de ces modèles sont formulées sans référence aux considérations de sexe, mais produisent souvent des résultats différents pour les hommes et les femmes sans que les décideurs économiques en aient conscience, faute de disposer des moyens méthodologiques et statistiques voulus d'analyse. Par conséquent, à l'heure actuelle, les différences entre les sexes n'apparaissent pas dans les

/...

théories économiques et les décisions politiques, "étant en quelque sorte occultées par une main invisible"⁸.

16. L'inégalité entre les sexes en ce qui concerne l'accès et la participation aux processus économiques entraîne une mauvaise affectation des ressources. Les marchés des facteurs de production sont particulièrement importants, dans la mesure où leur fonctionnement déficient peut freiner la croissance ou aggraver la mauvaise répartition des revenus. La discrimination entre les sexes sur ces marchés entraîne une affectation des ressources loin d'être optimale, ce qui se traduit par des coûts d'opportunité sociaux à long terme et justifie par conséquent l'argument de l'industrie naissante selon lequel il faut subventionner des mécanismes de crédit novateurs, celle-ci étant en l'occurrence un service financier de crédit destiné aux producteurs et aux entrepreneurs dont les revenus sont modestes. La relative passivité de la main-d'oeuvre féminine face aux signaux du marché nuit à la bonne répartition des ressources sur le marché de l'emploi, d'où divers coûts d'opportunité sociaux sous la forme d'une efficacité amoindrie et d'une mauvaise affectation des ressources, la main-d'oeuvre féminine étant contrainte à travailler "en marge" du marché. D'autre part, cette situation peut présenter des externalités positives (production de biens publics) se prêtant éventuellement à l'intervention des pouvoirs publics.

17. La science économique a largement passé sous silence les ménages. D'un point de vue macro-économique, on envisage les ménages en termes de facteurs de production et de consommation, tandis que la micro-économie s'intéresse essentiellement aux ménages en tant qu'unité de consommation. Des notions propres à la théorie micro-économique telles que les "avantages comparatifs", la "maximisation de l'utilité" et les "fonctions de préférence" sont appliquées aux ménages exactement de la même façon qu'à un agent économique individuel. Le ménage est considéré comme une entité qui a pour fonction de maximiser la fonction d'utilité commune de ses membres. Malgré l'imperfection des méthodes d'analyse appliquées à la famille en tant que groupe d'individus qui ont une fonction d'utilité commune, le modèle micro-économique considère qu'elle se comporte comme une seule entité, dont la vocation est de faire un usage optimal de l'utilité collective et du bien-être. On considère alors que la neutralité du mode d'analyse selon le sexe ne prête pas à conséquence. Le modèle de Becker sur la spécialisation des tâches selon le sexe, fondé sur le choix individuel et les avantages comparatifs, donne des femmes une image totalement stéréotypée⁹.

18. La croissance économique, l'inflation et les politiques fiscales et monétaires peuvent exercer dans chaque cas une influence très différente sur les femmes. Cependant, dans son analyse des agrégats, la macro-économie passe entièrement sous silence la question des différences entre les sexes. Le rôle des femmes en matière de reproduction et de support des ressources humaines n'est pas pris en considération dans la comptabilité nationale, et le lien entre les emplois rémunérés et ceux qui ne le sont pas est perdu de vue. Sur le plan pratique, cette situation a de nombreuses conséquences. Dans la perspective macro-économique, la dimension féminine des changements des signaux du marché et de la réaffectation des ressources n'est pas prise en considération.

19. Les marchés financiers encadrés et le resserrement du crédit privilégient les secteurs à forte intensité de capital et peuvent perpétuer la discrimination. Les petites entreprises, y compris la plupart des affaires gérées par des femmes, sont forcées de s'orienter vers le marché non réglementé pour obtenir des crédits, les obligeant de la sorte à payer des taux d'intérêt plusieurs fois supérieurs à ceux pratiqués par les institutions financières officielles. Dans la mesure où la répression financière décourage le développement de l'industrie légère, elle fait obstacle à la participation des femmes à l'économie. Le resserrement du crédit touche indirectement les femmes en interférant avec l'affectation efficace des ressources et en freinant la croissance économique.

20. Les politiques de libéralisation du commerce, d'ouverture vers l'extérieur, de soutien des politiques macro-économiques reposant sur la gestion des taux de change et le maintien de la compétitivité internationale se sont révélées positives pour les femmes dans la mesure où elles ont amélioré la situation économique et le pouvoir de négociation de ces dernières au sein de la famille. D'autre part, la perte de compétitivité et la hausse des taux de change réels ont tendance à être davantage préjudiciables aux femmes qu'aux hommes, car les employeurs continuent d'avoir le sentiment qu'ils sont libres d'appliquer des pratiques discriminatoires à l'égard des femmes.

21. Le rapport complet abordera la question de la création d'entreprises par les femmes sur la base des informations figurant dans les rapports des pays relatifs à la portée et à la nature des activités des femmes dans ce domaine et à leur accès aux marchés et aux ressources. On établira la corrélation entre les politiques micro et macro-économiques et l'esprit d'entreprise en soulignant l'impact de ces politiques sur les femmes entrepreneurs et exerçant une activité productrice.

22. Un système de taxation plus progressif, le choix entre le revenu personnel ou cumulé comme assiette de l'impôt et l'abandon graduel d'un système fiscal rigide devraient jouer en faveur des femmes et les inciter à chercher un emploi rémunéré. Il est souhaitable de prévoir des déductions fiscales pour les frais de scolarité des enfants afin d'encourager une forte participation. Un système fiscal qui pénalise les exportations et le secteur agricole a tendance à aggraver la situation économique des femmes.

III. CONCLUSIONS : STRATÉGIES VISANT À ACCROÎTRE LA PARTICIPATION DES FEMMES AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

23. Une stratégie de croissance fondée sur un degré de protection élevé et l'intensité du capital s'est révélée défavorable à la promotion de la participation à part égale des deux sexes au développement ainsi qu'à la croissance et au développement durable. Cependant, les mesures visant à corriger ces imperfections par le biais de programmes d'ajustement structurel n'ont souvent qu'aggravé les inégalités entre les sexes. Si l'on souhaite que les réformes économiques soient suivies de résultats positifs et durables moyennant un coût social minimal, la notion des distinctions fondées sur le sexe devra être prise en considération lors de l'élaboration des politiques macro-économiques. Il faudra pour ce faire introduire cette notion dans le

cadre théorique qui préside à l'analyse des politiques et à l'élaboration des politiques.

Notes

¹ Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992, vol. I, Résolutions adoptées par la Conférence (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.93.I.8 et rectificatif), résolution 1, annexe II.

² Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.95.IV.1.

³ Par exemple, "Engendering adjustment for the 1990s", rapport d'un Groupe d'experts du Commonwealth sur les femmes et l'ajustement structurel, 1989, p. 8; Women's economic potential to overcome poverty", rapport d'une table ronde tenue à Bonn/Königswinter, 27-30 novembre 1994. Advance report of findings and recommendations, p. 7.

⁴ Diane Elson, "Gender issues in development strategies", document établi en vue du Séminaire sur l'intégration des femmes au développement, Vienne, 9-11 décembre 1991.

⁵ Le modèle à deux niveaux dit de "planification selon les sexes" mis au point par Moser fait une distinction, tant sous l'angle des politiques que du point de vue opérationnel, entre les intérêts immédiats des femmes (inégalités actuelles des conditions de vie et de travail des femmes, par exemple) et les besoins stratégiques qui visent à établir des relations plus équitables entre les sexes, soit en atténuant le déséquilibre économique en faveur des femmes, soit en modifiant la division du travail en fonction du sexe de sorte que les femmes ne soient pas lésées quant à leurs possibilités d'exercer des activités rémunératrices (voir Caroline Moser, Gender Planning and Development: Theory, Practice and Training (Londres, Rutledge, 1993).

⁶ Rosi Braidotti, et autres, Women, the Environment and Sustainable Development: Towards a Theoretical Synthesis, (Burbank Zed Books, 1993), p. 82.

⁷ Susan Bullock, Women and Work (Burbank Zed Books, 1994), p. 30.

⁸ S. Feiner et B. Roberts, "Hidden by the invisible hand: neoclassical economic theory and textbook treatment of race and gender", Gender and Society, vol. II, No. 2 (juin 1990), p. 159 à 181.

⁹ Gary Becker, Treaties in the Family (Cambridge, Harvard University Press, 1981).
